

Les communistes face à l'UE (contribution du PCRF).

PCRF
Parti Communiste Révolutionnaire de France

L'UE dans le système impérialiste mondial

Les conditions objectives de la situation internationale actuelle sont celles d'une crise aggravée de l'impérialisme. Les forces de la bourgeoisie et les opportunistes sont silencieux sur les causes réelles de cette crise, et ils mettent en avant d'autres facteurs, comme par exemple la gestion néolibérale, les banques et les banquiers ou la perte de souveraineté nationale. Cela provoque la confusion et favorise des illusions sur la possibilité d'une gestion du capitalisme en faveur du peuple-travailleur. Or **la cause des crises du capitalisme-impérialisme** est le mode de production capitaliste, dans lequel l'ensemble des moyens de production (terres, usines, entreprises, sous-sols, machines, plates-formes, moyens de transport) et d'échange (les banques et les caisses d'épargne, les assurances, les organismes financiers, le commerce, les compagnies de télécommunication, les médias …) sont aux mains des possesseurs de capitaux, les capitalistes, qui exploitent les travailleurs et les travailleuses. Cette cause est aggravée par le stade impérialiste (capitalisme de monopoles) du capitalisme, car elle repose sur la contradiction principale entre la production de plus en plus sociale et la propriété privée des moyens de production et d'échange. D'un côté, des millions d'êtres humains travaillent en interaction, maîtrisent les outils de production et créent les richesses ; de l'autre, une poignée de capitalistes décident et profitent de la richesse créée par les millions de travailleurs et de travailleuses.

Dans ces conditions complexes, l'analyse des communistes sur les causes réelles de la crise, ainsi que sur le caractère de classe de la croissance capitaliste, est d'une grande importance pour la préparation du mouvement ouvrier et populaire et pour le renforcement de la lutte des classes, pour que la classe ouvrière comprenne la signification de l'organisation socialiste de la production, qui est le seul moyen d'éradiquer les causes de la crise et de l'exploitation capitaliste. Les exemples des gouvernements dits « de la gauche radicale » montrent qu'ils sont des mécanismes de gestion et de reproduction de l'exploitation capitaliste. Comme LFI ou le PCF, ils sèment des illusions sur l'humanisation du capitalisme, et laissent s'installer une attente dangereuse dans le fait que l'on puisse résoudre les problèmes des masses populaires et satisfaire leurs besoins dans les conditions de l'exploitation capitaliste. L'expérience a montré que ces types de gouvernements (Podemos, Syriza...) brident le véritable radicalisme de la classe ouvrière et que leur politique réellement antipopulaire échoue.

En régime capitaliste, a fortiori au stade impérialiste, les entreprises, les divers secteurs économiques et les pays ne peuvent se développer également. Dans le cadre de la concurrence, de l'anarchie de la production**, le développement inégal de l'économie capitaliste** constitue une loi objective et présente donc un caractère inévitable. Les pays se développent par bonds, les uns s'enrichissant au détriment des autres. Une pyramide impérialiste se façonne avec des centres principaux et secondaires, et une échelle mobile des positions dans la pyramide. Le système

impérialiste (capitaliste) mondial est composé d'États capitalistes comme des chaînons qui se différencient entre eux en raison du développement inégal, chacun ayant une position différente dans le système, avec des relations d'inégale interdépendance en fonction de leur force économique, militaire et politique. Sous l'impérialisme, il ne peut y avoir de développement harmonieux, combiné des divers pays. Les ententes internationales (UE, ACEUM, UNASUR, UEEA, ASEAN...) n'infirment pas cette loi d'inégalité de développement. Dans l'UE, parallèlement, au pacte budgétaire européen, le système de coordination et de sanction, appelé « semestre européen », vise justement à une meilleure coordination des politiques menées, mais ne mettra pas fin à cette loi d'inégalité de développement, loi économique objective du capitalisme.
Sur cette chaîne mondiale de l'impérialisme apparaissent des **« maillons faibles »** (ainsi nommés par Lénine), où vont se concentrer toutes les contradictions du système impérialiste. La loi de l'inégalité de développement économique et politique des Etats est fondamentale, car c'est le point de départ de la **théorie léniniste de la Révolution socialiste,** sur la possibilité pour un pays (ou exceptionnellement une série de pays) – le (s) maillon (s) faibles (s) - de rompre la chaîne impérialiste et de s'engager dans le socialisme au moyen de la révolution anticapitaliste. C'est en cela que l'impérialisme est la veille de la Révolution socialiste. C'est aussi cette loi léniniste qui est niée par le trotskisme.
L'analyse de l'existence de **contradictions inter-impérialistes** reste une question clé du marxisme-léninisme. L'existence d'un puissant camp socialiste, sans effacer ces contradictions, a fait passer l'unité (relative) des Etats capitalistes au premier plan. Aujourd'hui, avec les effets de la contre-révolution internationale, les contradictions prennent le pas sur l'unité. La conquête de marchés, le besoin de repartager le monde, s'avèrent plus forts que les accointances idéologiques.
C'est dans ce cadre que l'Union Européenne vise à former un pôle impérialiste en entente, pour contester l'hégémonie mondiale aux Etats-Unis, à la Russie, au Japon, à la Chine… Les Etats impérialistes d'Europe, ont créé une instance impérialiste continentale : l'Union européenne. **De son côté,** le Japon passe aussi des alliances en Asie ; les impérialismes russe et chinois se coalisent, eux aussi. Ces alliances constituent, au stade actuel, des **cartels ou blocs.** Chaque Etat capitaliste défend avant tout ses intérêts (ceux de ses monopoles « nationaux »). La pandémie de Covid-19 l'a confirmé, démentant encore les thèses sur la prétendue naissance d'un impérialisme européen.
Dans le domaine de **la superstructure politique**, le « nouvel ordre mondial » a renforcé les tendances aux restrictions continues des droits démocratiques dans les pays impérialistes. L'autoritarisme croissant des Etats impérialistes (la fascisation telle que définie par l'Internationale Communiste) est lié au renforcement de la dictature bourgeoise, couplée avec les injonctions et diktats des organismes supranationaux de l'impérialisme ; c'est une conséquence de la crise générale accrue et de la concurrence aiguisée entre monopoles de chaque pays. Les organismes internationaux du capital financier et les Etats nationaux font appliquer conjointement les règles imposées du néo-libéralisme. A cet effet, chaque Etat capitaliste renforce ses instruments de coercition « nationaux », en liaison avec les appareils répressifs des pays voisins (OTAN, traités de Schengen, ...). L'ensemble de leur politique constitue la stratégie monopoliste pour favoriser l'accumulation des capitaux, la libéralisation des échanges économiques, les luttes et guerres pour gagner de nouvelles sphères d'influence dans l'intérêt des sociétés monopolistiques, seul moyen, pour elles, d'assurer leurs surprofits.
En réalité, les phénomènes multinationaux et d'interdépendance, d'imbrications dans les positions de la chaîne impérialiste, reflètent la tendance générale à l'internationalisation de la production, des investissements, du mouvement du capital dans le cadre du marché capitaliste mondial. Cependant **cette tendance ne saurait nier la loi du développement inégal entre pays**, ni le fait que la plus grande partie de la reproduction du capital social est réalisée dans le cadre de l'économie capitaliste de l'État-nation, à la recherche des intérêts de ses propres monopoles. C'est sur la base de ce mouvement objectif et contradictoire de l'économie capitaliste que les contradictions inter-impérialistes s'exacerbent. La loi du développement inégal est l'une des bases du changement des conditions matérielles de la formation des alliances entre les États capitalistes, en particulier à l'époque du capitalisme monopoliste. Lénine a fort bien mis en relief cette conclusion particulière,

en examinant le contenu économique du mot d'ordre des « États-Unis d'Europe ». Il a souligné que sous le capitalisme, ces « États-Unis d'Europe » seraient soit impossibles soit réactionnaires, car ils reviendraient à un accord permanent sur le partage des colonies et des marchés entre les grands États bourgeois européens. Il ajoutait que des accords temporaires seraient possibles entre les États européens, pour étouffer ensemble le socialisme en Europe, et pour protéger le pillage colonial et les marchés qu'ils contrôlent en faisant bloc contre les USA et le Japon. Les faits montrent la justesse des enseignements de Lénine.
Les alliances impérialistes sont des alliances interétatiques représentant les intérêts communs des bourgeoisies des États membres. **Leurs intérêts communs** touchent à la croissance de leurs monopoles, au renforcement de leur compétitivité dans les conditions de l'exacerbation de la concurrence dans le système impérialiste mondial, ainsi qu'à la confrontation commune avec le mouvement ouvrier, avec la volonté de neutraliser les partis communistes révolutionnaires (criminalisation du communisme, en particulier).
Cependant, la **communauté d'intérêts des monopoles des différents États d'une alliance** impérialiste ne peut faire disparaître l'inégalité, ni l'organisation en État national sur laquelle s'appuie l'accumulation capitaliste. La communauté des intérêts ne peut faire disparaître la concurrence et les contradictions à l'intérieur d'une alliance impérialiste donnée, mais aussi entre les différentes alliances et coalitions impérialistes. Les changements dans le rapport de force international mènent aux changements dans la composition et dans la structure des alliances impérialistes. Des alliances impérialistes et l'exacerbation brusque des contradictions inter-impérialistes menant à la dissolution des alliances, sont les deux faces de la même médaille. L'exemple de l'UE est caractéristique. Cette structure représente aujourd'hui une forme avancée d'alliance entre les États capitalistes d'Europe, ayant traversé plusieurs stades de développement.

L'UE, ennemie des peuples

Les partisans de l'UE développent deux idées principales dans les masses.
« *L'UE, c'est la paix !* ». Or l'UE a été fondée dans la foulée de l'OTAN, que chacun connaît comme un organisme de paix (!). Chaque élargissement (et chaque exception confirmant la règle), jusqu'aux 28 Etats, a été conditionné à l'adhésion préalable à l'OTAN. Aujourd'hui, l'UE participe avec l'OTAN à tous les coups contre les peuples, avec les Etats-Unis.
L'autre idée principale diffusée dans les masses, c'est que « *l'UE c'est la prospérité !* ». Or depuis des décennies, quel est le bilan ? 25 Millions de chômeurs (17 millions en chiffre officiel), 40% des salariés sont précaires, 80% des nouveaux emplois sont des contrats précaires, la loi de la rentabilité financière touche tous les domaines de l'activité humaine : y compris la recherche, la culture, l'éducation, la santé, la prévoyance ; c'est la baisse générale du pouvoir d'achat, l'âge de vivre en bonne santé qui recule. On est bien loin des promesses d'un Jacques Delors qui annonçait « la prospérité » lors de la signature de Maastricht.
Aujourd'hui, l'UE constitue une **cartellisation**, un bloc d'Etats impérialistes. Mais au-delà de l'association, les rivalités demeurent. **L'Union Européenne est une création du capital financier** pour la réalisation de ses objectifs de classe : chômage de masse, flexibilité du travail, précarisation des emplois, paupérisation des travailleurs, ruine des petites exploitations agricoles, destruction des systèmes de santé publique, de protection sociale, de retraites, politique de guerre, telles sont les conséquences de la recherche du profit maximum par les monopoles de chaque pays d'Europe. Le projet de « construction européenne » impérialiste, sous l'égide des partis conservateurs et de la social-démocratie, est réactionnaire sur toute la ligne. La stratégie des monopoles d'Europe est claire : casser les conquêtes politiques et sociales nées des luttes de classe et des résistances antifascistes, alors qu'existaient aussi une URSS au sommet de son prestige, un camp socialiste, un mouvement communiste international sur des bases révolutionnaires. Autour de la T.R.I.E (table ronde des industriels européens) par exemple, l'objectif des monopoles en entente dans les unions impérialistes est de ressusciter des formes archaïques de domination de classe. L'UE constitue une véritable régression de civilisation.

Pour conduire cette régression, le capital financier recherche constamment un large consensus autour de la construction européenne, consensus qui s'étend jusqu'aux organisations révisionnistes et réformistes. En France, extrême-droite, droite, PS, PCF, écologistes, sont les forces principales de ce consensus ; mais d'autres forces, présentées comme « contestatrices », accompagnent à « gauche » le dispositif, comme LFI, LO et NPA, sous couvert « de traités renégociés ou de désobéissance », « d'internationalisme », de « révolution européenne ».
Il est également des courants néo-kautskystes contemporains qui surestiment le processus de rapprochement au sein de l'UE et vont jusqu'à évoquer « l'Etat européen » ou « l'impérialisme européen ». En réalité, il n'en est rien, les contradictions inter-impérialistes demeurent et s'aiguisent, parce qu'en dernière instance, former un Etat européen signifierait qu'un impérialisme domine suffisamment les autres, pour s'assujettir tout le monde et pour construire ainsi un nouvel Etat sous son égide et sa direction ; actuellement, aucun Etat n'est en mesure de réaliser cette tâche. De plus, cela signifierait que les Etats nationaux seraient aptes à « fusionner », pour créer une Europe fédérale, mais alors, comment expliquer que chaque sommet, au-delà des déclarations « unitaires », constitue un aiguisement des conflits pour la domination ou le positionnement de « son » impérialisme ? Comment expliquer le maintien et le renforcement des contradictions inter-impérialistes ? Le Brexit est la preuve que nous avions raison de ne pas céder à l'idée de la fatalité d'un Etat européen irrésistiblement en marche. Etat fédéral ? Les résistances sont multiples. L'Euro a aggravé une situation déjà précaire, avec la hausse des prix, la ruine des « moins compétitifs », et il a aussi a exacerbé les contradictions. Nous ne pensons pas que nous puissions fixer notre stratégie de Parti communiste comme si l'Etat européen était déjà formé ; les nations continuent d'exister. **Pour aboutir à un Etat unique**, il faut que l'impérialisme dominant se soit assujetti tous les autres, ou alors c'est croire que dans le cadre du capitalisme, avec la propriété privée, la dictature du capital, l'inégalité de développement, peut se former pacifiquement une nouvelle « nation » sur une base de fusion pacifique.
En effet, ces alliances continentales n'empêchent nullement la rivalité et la compétition, pour disputer des parts de marché. Pour conquérir de nouvelles zones d'influence, repartager le monde à leur profit, tous les moyens sont bons : OPA (Offre Publique d'Achat), fusions, espionnage industriel, attaques informatiques, mainmise satellitaire, financement de groupes terroristes, guerres et bientôt affrontements dans l'espace. Les Etats impérialistes d'Europe ont créé l'UE d'abord pour fortifier leur propre impérialisme, en alliance/rivalité avec les autres. Il est vrai qu'il existe un courant euro-atlantiste de certains Etats et monopoles, ceux-ci considérant qu'il n'est pas d'autre voie que de s'aligner derrière l'impérialisme dominant (l'américain), pour, dans son sillage, picorer les miettes laissées à ses alliés. D'autres rêvent d'une UE forte, se dégageant de l'emprise US, pour - avec les mêmes méthodes barbares et militaristes - prendre la relève et conquérir l'hégémonie mondiale. L'impérialisme français, depuis De Gaulle, avec plus ou moins de conséquences, s'est rangé à l'alliance franco-allemande dans ce but. Cette politique-là connaît de nouvelles difficultés depuis le NON au référendum en 2005 jusqu'au récent Brexit, avec la concurrence forte faite aux positions économiques de Paris et de Berlin. Le Brexit est une conséquence des contradictions internes de l'UE, l'inégalité (de développement) de ses économies et la lutte entre les centres impérialistes, qui se sont accentuées dans les conditions de la récession économique.
Notre parti considère que, pour être efficaces, la condamnation nécessaire de l'UE et de l'OTAN et la lutte pour le désengagement de tous les pays des organisations impérialistes (cela est valable pour l'UE), doivent être liées au renversement nécessaire du pouvoir du Capital par le pouvoir du peuple-travailleur. Internationale par son contenu, la lutte des classes s'exprime bien dans un cadre national.

L'impérialisme français dans l'UE

La perte de l'empire colonial a été concomitante d'une profonde réorientation de la politique de l'impérialisme français. En 1950, la moitié de la population française vivait encore en zone rurale. La loi de centralisation et de concentration du capital était moins agissante que dans les autres États impérialistes. La prégnance de l'empire colonial favorisait les tendances usuraires au détriment des

grands monopoles industriels. L'existence d'un fort contingent de petites et moyennes entreprises patrimoniales était la traduction des freins objectifs à la loi de concentration. La V^{ème} République a été le régime (venu à maturité) produit des conséquences du développement capitaliste, mais facteur d'accélération de la concentration des monopoles. **Le pouvoir gaulliste** fit adopter une Constitution réactionnaire sur toute la ligne. Le pouvoir gaulliste a utilisé les lois du fonctionnement du stade impérialiste pour « moderniser » l'économie française. Les mutations ont été rapides et même brutales :

- sur le plan intérieur, politique classique de capitalisme monopoliste d'Etat, avec forte intervention de l'Etat pour favoriser le processus d'accumulation du capital en ayant recours à l'argent public. Cette politique s'accompagne du début de l'attaque contre les conquêtes sociales de la Résistance
- sur le plan international, De Gaulle substitua au vieux colonialisme qui craquait de partout, une habile et démagogique politique de néo-colonialisme (semi-colonialisme). En Afrique et au Proche-Orient, les Etats étaient formellement indépendants, mais totalement dépendants économiquement, avec la formation en Afrique de la zone Franc CFA, zone de pénétration et de domination de l'impérialisme français qui perdure encore aujourd'hui et donne même des signes de renforcement.
- développement d'une zone de libre-échange en Europe occidentale en alliance avec l'impérialisme allemand, dans une visée concurrentielle avec les impérialismes américain et britannique : « le Marché commun » (Europe des 6).
- promotion d'une Europe forte sous la direction de l'impérialisme français sur la base de son monopole nucléaire militaire, la fermeture des bases US en France, le retrait de l'inscription dans la chaine de commandement de l'OTAN.

Le rapprochement avec l'URSS de Khrouchtchev (non sans visées gaullistes sur « l'Europe de l'Atlantique à l'Oural), avec la Chine de Mao et avec certains Etats du Tiers-monde dirigés par la bourgeoisie nationale, les contradictions accrues avec Washington et Londres (dans certaines limites, la France ne se retira pas du Pacte Atlantique), activèrent un courant nationaliste et révisionniste dans le PCF. Ce véritable « gaullo-communisme » se manifestera à plusieurs reprises dans le PCF de Marchais. C'est le reflet de la survivance de vieilles tendances nationalistes, conciliatrices avec l'impérialisme français, dans le mouvement ouvrier.

Sur le plan social, la volonté d'intégrer les bureaucraties ouvrières fut conduite avec habileté et patience par le capital, conforté par la montée de l'opportunisme, par l'octroi de divers avantages et sinécures.

La réorientation gaulliste de la politique impérialiste de la France fut ensuite modifiée sensiblement par ses successeurs : Pompidou, Giscard, Mitterrand, qui œuvrèrent au rapprochement avec Londres et Washington (ouverture du Marché commun, CEE, Acte unique, puis UE et réintégration progressive dans l'OTAN). Dans les années 70, fut inaugurée une **« politique des créneaux »** fondée sur le partage de l'Europe avec l'impérialisme allemand, la France liquidant ses industries traditionnelles (perte d'1,9 million d'emplois dans la métallurgie et la sidérurgie) pour miser sur l'aéronautique, le complexe militaro-industriel ou des secteurs à la rentabilité rapide comme les banques et assurances, l'industrie du luxe, le tourisme.

Dans les années 70, se manifestèrent également la crise du capitalisme monopoliste d'État (CME) et la tendance à se ranger derrière l'axe anglo-américain, traduite par l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun et le rapprochement avec l'OTAN. Sous la Vème République, le pouvoir est hautement centralisé autour du Président de la République. Ce trait n'a cessé de s'accentuer jusqu'à l'omnipotence de Macron. Cet héritage de la monarchie favorise l'application directe des directives des monopoles. Les ministres et membres des conseils d'administration passent d'une fonction à l'autre dans ces instances, confirmant amplement l'analyse marxiste-léniniste sur le mécanisme unique des monopoles et du pouvoir, l'Etat capitaliste étant subordonné aux grands groupes. La réaction a poursuivi opiniâtrement un double programme qui est en voie d'achèvement : liquidation des conquêtes sociales et liquidation des libertés démocratiques bourgeoises obtenues par la résistance armée antifasciste. Macron a été choisi pour accélérer ce rattrapage d'un certain retard de

l'exploitation capitaliste en France. La politique des créneaux choisie par l'impérialisme français a eu pour conséquence l'**apparition de puissants monopoles internationaux.** 10 monopoles français figurent en 2006 parmi les 100 premiers super monopoles, 6 en 2020 et des places prises largement par des monopoles chinois entrants. Avec 31 des 500 plus importants groupes mondiaux en 2020 (28 en 2017), la France est au 4e rang du Fortune Global 500, derrière les États-Unis, la Chine et le Japon, mais devant l'Allemagne et le Royaume-Uni. Paris est la troisième ville mondiale accueillant le plus de sièges sociaux des 500 plus importants groupes mondiaux après Tokyo et Pékin. Toutefois, la plupart des grandes entreprises françaises actuelles étaient déjà de grandes entreprises trente ans auparavant et le renouvellement tarde à se faire. En 2008, le classement des 20 premiers monopoles français, est une illustration de cette politique des créneaux, fondée sur la spécialisation étroite plus que sur les besoins globaux du pays. Les compagnies bancaires et assurances, le BTP, le pétrole, l'automobile dans une certaine mesure**,** l'aéronautique et l'industrie du luxe, sont les secteurs où le capitalisme français est le plus « compétitif ». Si l'on prend en compte les 200 plus importants supermonopoles mondiaux, les entreprises du complexe militaro-industriel, de l'agro-alimentaire, de l'énergie et du transport, voire de la pharmacie, se rajoutent. Souvent, ces monopoles français sont leader mondiaux dans leur domaine. Les supermonopoles français présentent une autre caractéristique : la majorité de leurs profits vont découler des **investissements directs à l'étranger** (IDE, exportation de capitaux). Cela souligne le caractère rapace, prédateur du capitalisme français. Seuls le Royaume-Uni et le Canada présentent des ratios « stock d'investissements directs à l'étranger/ PIB » plus élevés que les monopoles français. Les IDE se portent également massivement sur les privatisations dans les autres pays (contrôle électricité, eau, transport, infrastructures). Les monopoles « nationaux » sont donc parmi les champions impérialistes des délocalisations, du transfert accéléré du travail vivant vers les ateliers du « Tiers-Monde ». Le capital industriel en France a toujours fait preuve de frilosité. La recherche du surprofit pour certains monopoles « moins compétitifs » dans l'hexagone pousse certains à s'installer davantage là où le prix de la force de travail est le plus bas. L'État des monopoles pousse à des fusions stratégiques avec des entreprises étrangères ou françaises afin de donner plus d'impact à la pénétration du marché mondial. Pendant la pandémie COVID, les monopoles français ont continué et gagné de nouvelles positions : absorption de Bombardier par Alsthom devenu leader mondial, de Tiffany par LVMH, fusion Peugeot-Fiat, EDF rachète GE nucléaire (General Electrique), P3G Group et Alsapan devient Alpagroup, la fusion ratée Carrefour-Couche Tard (Canada) est même non validée par l'État français qui n'y voyait pas un assez fort bénéfice pour son monopole (...), Air Liquide qui se renforce en Afrique du Sud, Orano qui rachète la branche nucléaire de Daher, Sanofi qui rachète Translate (américain sur l'ARN messager), etc.

Bien sûr, cela n'est pas en sens unique et les monopoles d'autres pays gagnent aussi des positions et des marchés. Mais le bilan récent est positif pour la France. A cela s'ajoutent des ventes record d'armes (Caesar, C55, Rafale, navires, futur SCAF...). Sur la période 2015-2020, comparée à 2005-2010, la France a progressé de 44 % (!) sur le marché des exportations, au contraire de la Grande-Bretagne, par exemple, qui perd 27 % de part sur le marché militaire. Même l'affaire des sous-marins est plus contrastée que ne laissent penser les médias français (voir notre contribution sur ce sujet sur notre site national ou notre chaîne TV).

Le capital financier (fusion du capital industriel et bancaire) « hexagonal » a également l'un des plus faibles (ou le plus faible selon les périodes) taux d'investissement national en comparaison avec tous les pays capitalistes développés. L'oligarchie financière française (fraction dirigeante de la bourgeoisie depuis le stade impérialiste) est toujours à la recherche du profit non seulement maximal mais immédiat. Cela au détriment de la production en France. En effet, avec l'impérialisme, le seul capital industriel, s'il n'est pas fusionné jusqu'au bout avec le capital bancaire pour en tirer toutes les parties, ne fait pas toute la puissance des monopoles. L'Allemagne est d'ailleurs en retrait (c'est relatif !) sur le capitalisme financier et les profits tirés du capitalisme spéculatif, et c'est plutôt l'inverse pour la France. Le capitalisme de monopoles français a finalement un double caractère : spoliateur et rapace sur le plan international, mais dépendant, dans l'hexagone, des capitaux américains, allemands, japonais, chinois.

De cette dualité, nous devons tirer des conclusions politiques stratégiques :
a/ La bourgeoisie française n'est pas victime de la domination d'autres impérialismes. C'est sciemment, par recherche du profit maximum, qu'elle cherche à économiser certains investissements en France, en livrant certains secteurs à ses rivaux, et à s'assurer du profit maximal dans des pays où la législation du travail est encore plus favorable au capital.
b/ Les intérêts de classe de la bourgeoisie monopoliste française, non seulement sont contraires aux intérêts de classe des travailleurs, mais aussi au développement du pays.
Les conditions objectives sont venues à maturité pour que le prolétariat chasse la bourgeoisie du pouvoir économique et politique et instaure un nouveau mode de production le communisme avec l'étape du socialisme.
Le capitalisme français se situe aux avant-postes de l'**impérialisme le plus agressif.** Les multinationales françaises, en s'emparant du marché productif des pays dominés, vont donc permettre à l'impérialisme français de jouer sa partition dans la lutte pour le repartage du monde à l'intérieur même du cartel européen et aussi en concurrence avec les autres unions impérialistes de l'UE. Les secteurs bourgeois et la classe capitaliste ignorent volontairement l'intérêt du pays, qu'ils assimilent plus exactement à leurs propres et étroits intérêts de classe.
Notre Parti ne pense donc pas que les **alliances de classes à construire** pour le prolétariat de France soient dans le ralliement avec certains secteurs bourgeois « patriotiques », mais qu'elles se situent avec les travailleurs des pays opprimés par notre propre impérialisme. D'autres organisations politiques pratiquent le nihilisme national dénoncé par Lénine et Staline, et refusent le combat de classe contre les délocalisations et l'affaiblissement des capacités de production en France, ce qui affaiblit parallèlement les bases objectives de la révolution prolétarienne dans notre pays.
Dans l'UE, la France conteste et se partage donc le leadership avec l'Allemagne, par un jeu de bascule prenant appui sur les autres impérialismes : britannique, américain, russe, chinois, selon les besoins, en regard de la stratégie des monopoles. Elle peut s'appuyer sur son statut de premier domaine maritime mondial (et récemment augmenté en fonds sous-marins), et sur ses nombreuses bases et positions militaires.
Le poids de l'impérialisme français se reflète aussi dans le fait que ses représentants comme Lagarde (après 8 ans passés à la tête du FMI), désormais présidente de la BCE, avant elle Lamy (OMC) et Strauss-Kahn (FMI), ont dirigé ces organismes mettant en œuvre les ajustements structurels paupérisant les prolétariats et la petite paysannerie dans le monde entier. N'oublions pas, pour les plus célèbres, les Delors, Barnier, ou Breton, ancien ministre, PDG d'ATOS et aujourd'hui commissaire européen, chargé du marché intérieur, de la politique industrielle, du tourisme, du numérique, de l'audiovisuel, de la défense et de l'espace... En 2018, la fortune cumulée des 500 individus les plus riches de France représente près de 30% du PIB du pays. Cette part est en très forte augmentation, puisqu'elle n'était encore que de 10% en 2009 ; en 2020, Bernard Arnaud est la deuxième fortune mondiale (et a même été la première pendant quelques mois en 2021) ; la France bat ses records de classement de milliardaires et millionnaires.
Les bases matérielles de l'impérialisme français résident dans l'exploitation des travailleurs en France et dans les autres pays. Le semi-colonialisme favorise la réalisation du profit maximum, le bloc de classe autour de l'oligarchie financière, des couches bourgeoises non monopolistes et de certaines fractions populaires via les directions réformistes. Les faits montrent que Macron veut relancer et redynamiser l'impérialisme français pour lui faire jouer un plus grand rôle (soutien renforcé aux monopoles, Loi de programmation militaire agressive), avec des alliances ponctuelles et variables, y compris chinoises, dans la continuité du couple franco-allemand (avec toutes ses contradictions et la lutte pour l'hégémonisme) tout en se rangeant sous le drapeau du « capitalisme vert ».

La lutte contre l'UE, les tâches des communistes

Contre l'UE, la tâche des communistes révolutionnaires doit être **d'abord** de se démarquer du consensus général, de défendre les revendications sociales, les services publics, les droits démocratiques, la souveraineté nationale, de lutter contre les fermetures d'entreprises en posant la

question de la propriété privée, de s'opposer aux projets (et au commencement de réalisation) d'armée européenne, dangereuse pour les peuples d'Europe et du « Tiers-Monde ».
Contre l'UE, les communistes doivent contribuer à ce que se forge un large bloc populaire des forces du travail et de la culture sous la direction de la classe ouvrière pour exiger la rupture de la France avec l'UE contre la « construction européenne », sans renoncer aux luttes internationales avec les Partis et peuples frères **pour la dissolution de l'UE**, entente internationale de bandits impérialistes. Notre parti a fait des propositions en ce sens, bien accueillies à l'ICE[1] dont nous sommes membres. Il faut donc combattre le point de vue néo-kautskiste, influent dans le PCF et les partis trotskistes selon lequel, il n'y aurait plus qu'un « Empire US », seul Etat véritablement impérialiste dans le monde, contre lequel « il faut s'unir avec certaines autres unions ou Etats capitalistes » comme la Russie, la Chine, voire l'UE ! C'est la voie de nouvelles trahisons comme en 1914. Les marxistes-léninistes de France doivent combattre le système mondial impérialiste et les Etats qui le composent.
L'impérialisme américain, même affaibli par sa crise, reste puissant et le principal facteur de guerres contre les peuples qui veulent un développement indépendant. Cependant, les Etats de l'UE, dont la France, regroupés dans l'OTAN mais aussi agissant de « manière indépendante », sont de puissants exploiteurs internationaux avec de solides traditions bellicistes et militaristes.
Nous devons **forger des alliances de classe** (comme Lénine et Staline nous l'enseignent) contre le même adversaire impérialiste, avec les peuples-travailleurs des pays opprimés par l'impérialisme français, élaborer une stratégie commune, de même avec les prolétariats des pays de l'UE. La tâche historique du prolétariat de France et des communistes est dans notre pays de renverser le capitalisme. Il ne faut pas casser un des outils de notre ennemi, mais bien notre ennemi lui-même.
Aussi faut-il combattre ceux qui invoquent des **arguments non matérialistes du type** : « *Le gouvernement applique les ordres de l'étranger » ou « Ils servent les Allemands », « Les étrangers nous gouvernent », « Nous sommes sous l'occupation », « La France est devenue un protectorat », « Nous avons perdu la souveraineté nationale* », etc. Dans le mouvement ouvrier et populaire, nous devons combattre ceux qui trompent le peuple, car ils dénaturent la réalité et proposent des solutions caduques dans le cadre du capitalisme. Les relations de dépendance et d'interdépendance décrites plus haut ne seront pas abolies dans le cadre de l'humanisation des « Unions impérialistes » ou avec plus de « démocratie » dans les institutions européennes ou « une simple sortie avec plus de souveraineté », mais à travers le désengagement des pays de ces unions, leur dissolution, l'établissement du pouvoir de la classe ouvrière, la socialisation des moyens de production et d'échange, la planification centrale démocratique et le contrôle ouvrier de l'économie, au moyen du socialisme vers le communisme !
Dans un État impérialiste comme le nôtre, le concept de « bourgeoisie nationale » victime du pillage impérialiste n'est pas opérant. Dans le sillage des monopoles, nombre de PME ont par exemple un marché européen voire mondial, ou sont des sous-traitants des monopoles. C'est là aussi une des mutations du capitalisme depuis 1945. Aujourd'hui, la France n'est pas occupée, la bourgeoisie monopoliste est un des piliers du système impérialiste mondial, un des promoteurs de l'UE, un participant actif de l'OTAN, les dirigeants bourgeois français dirigent ou ont récemment dirigé plusieurs organismes impérialistes internationaux : BCE, FMI, OMC. L'impérialisme français est donc un oppresseur international des peuples !
Les tâches nationales contemporaines que sont la reconquête d'une pleine souveraineté et le droit fondamental à disposer d'une libre voie de développement, sont **partie prenante de la lutte contre l'impérialisme et pour le socialisme ; elles lui sont subordonnées.** C'est-à-dire qu'elles seront résolues par la lutte pour un changement révolutionnaire de mode de production.
Notre Parti ne fait pas une muraille de Chine de savoir si la rupture avec l'UE sera avant, pendant ou après le processus révolutionnaire. Pour notre Parti, l'alternative véritable à l'UE, ce n'est pas une France capitaliste « indépendante », ce qui ne résout pas la tâche historique d'en finir avec le capitalisme en France (ni même ne rapprocherait de cet objectif puisque cela pourrait engendrer « l'union sacrée »), mais bien la Révolution socialiste.

1 Initiative Communiste Européenne regroupant 29 partis ou organisations communistes en Europe.

Pour notre Parti, si nous devons tactiquement arracher certaines couches non monopolistes à l'influence de l'oligarchie financière, l'objectif immédiat est de développer aujourd'hui le facteur subjectif sans lequel la Révolution est impossible, à savoir la construction et le renforcement du Parti, la conscientisation **révolutionnaire** de la classe ouvrière et des masses. Mais ceci n'est pas le sujet central de ce premier numéro d'« *Echanges Communistes* ».
Le refus des diktats de l'UE est par exemple susceptible de déclencher des luttes immédiates. Par refus des diktats, nous voulons dénoncer par exemple la « subsidiarité » et la priorité donnée à la législation européenne, refuser le néo-libéralisme, prôner le droit fondamental de chaque peuple à décider librement des voies de son développement.
La tâche des communistes, selon nous, est de trouver des axes de luttes communs à tous ceux qui se sont opposés au projet liberticide de Traité constitutionnel européen, tout en démontrant que l'UE est une structure impérialiste, qui ne peut servir de cadre à des progrès sociaux et démocratiques, en rappelant dans chaque circonstance, notre objectif de rupture et de dislocation de cette entente impérialiste antisociale et antipopulaire, même si cet objectif n'est pas compris majoritairement actuellement. L'action pour la rupture commence avec le soutien et avec si possible le déclenchement des **luttes des travailleurs qui s'opposent en pratique** aux directives de l'UE, même s'ils restent prisonniers des illusions sur « l'Europe sociale » : défendre les luttes (y compris illégales) des marins-pêcheurs, des paysans-travailleurs, des cheminots et usagers qui s'opposent à la dérèglementation et à la fin des services publics, des ouvriers qui s'opposent aux délocalisations ou aux fermetures, en reliant leur lutte à la nécessité d'éclairer sur la nature du capitalisme, sur la politique réelle de l'UE. La politique de l'UE apparaît ainsi pour ce qu'elle est, non comme celle de l'incarnation d'un « idéal européen », mais comme l'application des directives et exigences des grands groupes du capital financier, rendue obligatoire et légale dans chaque pays par les divers traités européens.
Les travailleurs doivent agir dans les pays de l'UE, par les **luttes contre les diktats de Bruxelles et contre l'austérité, pour faire payer sa crise et ses dettes** à la bourgeoisie monopoliste dans la perspective de la rupture avec l'UE et du socialisme.
Le mouvement ouvrier doit lutter sur deux fronts, pour ce même mobile de classe, autour du refus des diktats de l'UE :
a/ contre la tendance du PCF, de la « gauche de la gauche » et des organisations trotskistes à soutenir le cadre de l'UE comme lieu des transformations sociales et démocratiques, tendance qui range le mouvement populaire sous le drapeau du cartel des États impérialistes d'Europe.
b/ contre la tendance nationaliste qui, déconnectant la lutte anti-UE de la lutte pour le socialisme et l'orientation de classe, peut pousser le mouvement populaire sous le drapeau du social-chauvinisme. La question sociale (la révolution) se subordonne la question nationale. C'est la différence avec la situation de 1940.
Les travailleurs doivent engager des luttes multiformes contre l'UE, instrument de domination et d'oppression des monopoles de chaque pays européen, et la juste voie révolutionnaire anti-UE est celle du combat permanent jusqu'à la rupture avec cet organisme réactionnaire dirigé contre le mouvement ouvrier et contre « le socialisme en Europe » (comme le prévoyait Lénine).

Conclusion

Lénine a eu raison de prédire que les **Etats-Unis d'Europe seraient impossibles ou réactionnaires,** impossible sans la domination complète, écrasante et totale d'un impérialisme sur les autres. Nous sommes pour le dépassement révolutionnaire des nations dans le cadre du socialisme mondial, sur la base de l'épanouissement préalable de toutes les potentialités nationales. L'humanité entrera alors dans l'étape de la mondialisation communiste, où les frontières et les préjugés nationaux seront complètement caducs.
Rien n'est joué, **les peuples peuvent envoyer l'UE et son pôle impérialiste aux poubelles de l'histoire. Le changement révolutionnaire en France sera socialiste.** Ceci est objectivement nécessaire. Le fait que le rapport des forces soit aujourd'hui négatif, qu'il y ait un retard dans le facteur subjectif, ne change pas le caractère de la révolution.

Les forces motrices de la révolution socialiste seront la classe ouvrière en tant que force dirigeante, le semi-prolétariat, les couches populaires urbaines opprimées du secteur indépendant, les intellectuels progressistes, et les paysans pauvres.
Le **P**arti **C**ommuniste **R**évolutionnaire de **F**rance, dans des conditions non-révolutionnaires, consacre ses forces à la préparation du facteur subjectif. Les difficultés de notre lutte sont grandes, la pression bourgeoise et opportuniste est forte. Mais les communistes sont tenus de faire preuve d'une grande endurance et de détermination dans la défense de la vision du monde marxiste-léniniste, **pour jouer chaque jour un peu mieux un rôle de premier plan dans les luttes prolétariennes,** dans la lutte antimonopoliste-anticapitaliste, pour essayer d'obtenir, dans toutes les conditions, la connexion entre les activités quotidiennes et la lutte pour le pouvoir prolétarien révolutionnaire.

29 novembre 2021.

PCRF

Parti Communiste Révolutionnaire de France

